Zeitschrift: Les intérêts du Jura : bulletin de l'Association pour la défense des intérêts du Jura

Herausgeber: Association pour la défense des intérêts du Jura

Band: 46 (1975)

Heft: 2

Artikel: Pour comprendre l'économie : qu'est-ce que la stagflation? Comment en sortir?

Autor: Blardone, Gilbert

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-825185

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 11.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Liste des tableaux

Pages

1 *Nombre d'exploitations et de personnes occupées dans les groupes économiques en 1971 et 1973* 35
2 *Proportion de main-d'œuvre féminine dans les groupes économiques en 1971 et 1973* 36
3 *Proportion de main-d'œuvre étrangère dans les groupes économiques en 1971 et 1973* 36
4 *Main-d'œuvre frontalière par groupes économiques en 1971 et 1973* . 36
5 *Grandeur des exploitations selon le nombre de travailleurs occupés en 1973* 37
6 *Exploitations occupant plus de 200 travailleurs selon les groupes économiques en 1971 et 1973* 37
7 *Variation du nombre d'exploitations et de travailleurs assujettis entre 1971 et 1973 dans le Jura et en Suisse* 38
8 *Variation du nombre d'exploitations et de travailleurs assujettis entre 1971 et 1973 selon la grandeur des entreprises* 38
9 *Indice appréciatif des perspectives d'activité des groupes d'industrie en Suisse pour le troisième trimestre 1974* 39
10 *Cessation d'activité d'entreprises industrielles entre 1970 et 1973 en Suisse* 39
11 *Gains horaires moyens des ouvriers et ouvrières en Suisse en 1973* . 40
12 *Traitements mensuels moyens des employés et employées en Suisse en 1973* 41
13 *Indice 1973 des gains moyens de tous les travailleurs en Suisse* . . 42
14 *Proportion de travailleurs étrangers dans les districts en 1971 et 1973* 44

POUR COMPRENDRE L'ÉCONOMIE

Qu'est-ce que la stagflation ? Comment en sortir ?

par Gilbert BLARDONE,

professeur de politique économique comparée à l'Institut d'études politiques de Lyon

Trois courants de pensée s'affrontent

La stagflation : ce sont les Anglais qui ont lancé le terme. Il est synonyme de ralentissement de la production et d'augmentation du chômage combinés avec une hausse des prix maintenue ou accrue. Le phénomène est particulièrement net au Japon et aux Etats-Unis. Il gagne actuellement l'Europe et la France. Le point de départ du mouvement semble être l'inadaptation des politiques anti-inflationnistes pratiquées aux réalités économiques et sociales d'aujourd'hui. Les prix résistent à ces politiques ou continuent d'augmenter tandis que l'acti-

Assurant l'autonomie des communes qu'elles desservent, les

74 Caisses Raiffeisen du Jura

toutes affiliées à l'Union suisse des Caisses Raiffeisen et gérées selon des principes éprouvés, s'avèrent les gardiennes avisées et sûres de l'épargne populaire.

Se recommandent les Caisses Raiffeisen de :

Alle
Asuel
Beurnevésin
Boécourt
Les Bois
Boncourt
Bonfol
Bourrignon
Bressaucourt
Les Breuleux
Buix
Bure
Charmoille
Cœuve
Corban
Cornol
Courchapoix
Courfaivre
Courgenay
Courrendlin
Courroux
Courtedoux
Courtelary
Courtemaîche
Courtételle
Crémines
Damphreux
Damvant
Develier
Diesse
Epauvillers
Fahy
La Ferrière
Fontenais
Les Genevez
Glovelier
Grandfontaine
Lajoux
Lamboing
Mervelier
Miécourt
Montfaucon
Montignez
Montsevelier
Mont-Soleil
Movelier
Nods
Le Noirmont
Orvin
Pleigne
Porrentruy
Prêles
Rebeuvelier
Réclère
Renan
Saint-Brais
Saint-Imier
Saint-Ursanne
Saignelégier
Saulcy
Sonvilier
Sornetan
Sorvilier
Soubey
Souboz
Soulce
Soyhières
Tavannes
Tramelan
Undervelier
Vendlincourt
Vermes
Vicques
Villeret

1744

LA GÉNÉRALE SA

BOITES DE MONTRES HOLDING

2800 DELÉMONT

Liste des fabriques

BOURQUARD SA	2856	Boécourt
BLANCHES-FONTAINES SA	2863	Undervelier
LA FEROUSE SA	2901	Grandfontaine
LOMONT SA	2914	Damvant
MANUFACTURE DE BOITES SA	2800	Delémont
METALSA SA	68	Ueberstrass (France)
NOBILIA SA	2900	Porrentruy
R. RAAFLAUB SA	2800	Delémont
VERREX SA	2856	Boécourt

Maisons associées

CRISTALOR SA	2300	La Chaux-de-Fonds
INTERCASE SA	2800	Delémont
MONDOR SA	2800	Delémont
PRO ART SA	2932	Cœuve
SWISS ASIATIC (Private) LTD		Singapour

1726

Chauffages centraux

Installations sanitaires

Ventilation

A. + F. Marchand

2800 Delémont

Couvertures

Ferblanterie

Etanchéité

1732

vité et l'emploi s'affaissent progressivement (voir tableau ci-dessous).
La médecine utilisée pour guérir l'économie de l'inflation agit d'abord fortement sur l'activité et sur l'emploi et, par ricochets seulement, après des délais plus ou moins longs que les économistes sont incapables de prévoir, elle risque d'atteindre les prix. Mais dans quel état sera alors l'économie ? Nul n'est capable de le dire au début du traitement.
Personne ne sait très bien comment expliquer ce phénomène. Paul Samuelson, prix Nobel d'économie, affirmait récemment : « Pour moi, le seul problème économique essentiel qui ne soit pas résolu réside dans le cruel marchandage entre le plein emploi et la stabilité des prix. L'économiste qui sera capable d'apporter un élément important de solution à ce problème absolument vital mériterait plus qu'un prix Nobel ! »
Trois courants de pensée s'affrontent aujourd'hui sur les raisons de l'inflation et ses remèdes et donc aussi sur la « stagflation » qui n'en est qu'une manifestation « perverse » ; les « keynésiens », les « monétaristes » et les « marxistes ».

Les keynésiens : hausse des coûts et des prix, baisses des investissements et de l'emploi

Entre « keynésiens et monétaristes », la querelle reste une querelle de famille car les uns et les autres ne remettent pas en cause l'économie de marché mais leurs analyses de la crise sont différentes et leurs remèdes aussi.
Pour les « keynésiens », l'inflation a des causes sourtout « structurelles » qu'ils situent davantage au niveau de la structure des coûts de production des entreprises qu'à celui de la demande excessive de biens et de services par les ménages.

L'analyse

Le croissance rapide de la production industrielle ces dernières années, la spéculation sur les matières premières qu'elle a engendrée, ont orienté à la hausse les approvisionnements des entreprises. L'accélération de l'activité et le plein emploi ont stimulé les revendications des salariés tandis que les chefs d'entreprise maintenaient ou accroissaient leurs profits pour financer les investissements. Ainsi la structure des coûts de production se trouvait profondément et durablement modifiée avant même que ne se produise la hausse spectaculaire, fin 1973, sur le pétrole et les matières premières. Depuis la hausse n'a fait que s'accélérer.
La politique du crédit cher et limité pratiquée par la plupart des gouvernements des pays industrialisés a frappé l'investissement qui diminue. Un certain ralentissement de la production accompagné d'une tendance très nette à l'augmentation du chômage s'en est suivi mais, estiment les keynésiens, les causes de l'inflation demeurent intactes et avec elles la hausse des prix.
Au terme de leur analyse de la « stagflation », les keynésiens condamnent donc les politiques de restriction monétaire et d'argent cher pratiquées actuellement qui freinent l'activité sans atteindre l'inflation. L'erreur essentielle est que les gouvernements s'acharnent à provoquer une stagnation de l'économie pour juguler l'inflation moderne, alors que l'expansion n'en est pas la cause majeure.

Le remède

Les keynésiens *préconisent donc plutôt une politique des revenus et notamment un contrôle des profits des grandes entreprises pour peser sur les coûts de production. L'emploi doit être sauvegardé mais les coûts de production doivent être amenés à diminuer. Ceci suppose une concertation permanente entre les organisations patronales, ouvrières et l'Etat ainsi qu'une planification* « ou quelque forme de stratégie industrielle, volontaire et sélective qui s'y apparente... ».

Les monétaristes : restrictions monétaires et baisse des prix

Les monétaristes fournissent une explication tout autre. Leur chef de file, aujourd'hui, est l'économiste américain Milton Friedmann.

L'analyse

Pour eux, la cause essentielle de l'inflation actuelle réside dans une excessive création de monnaie au niveau international comme à l'intérieur des pays. Des crédits trop abondants et trop faciles à l'économie accompagnés souvent de déficits budgétaires ont contribué à l'expansion des masses monétaires intérieures, stimulée par les 120 milliards d'eurodollars accumulés à la suite du déficit de la balance des paiements des Etats-Unis.

Il n'en fallait pas plus pour que la demande de consommation des ménages comme celle des entreprises explose et avec elle l'inflation dans tous les pays industriels.

L'explosion de la demande de produits et de services a stimulé la demande de travail, le plein emploi a été presque partout atteint, les entreprises n'ont donc pas hésité à augmenter les salaires. Tout ceci s'est répercuté sur les prix.

Le remède

Convaincus que le laxisme monétaire avait provoqué l'inflation, les gouvernements conseillés par les monétaristes *ont partout freiné la création de monnaies en pratiquant des politiques d'équilibre ou d'excédents budgétaires et de crédits rares et chers. Jusqu'à présent, ceci n'a pas suffi pour casser l'inflation car, estiment* les monétaristes, *les effets sur la demande sont lents à se faire sentir et la pression des syndicats pour la hausse des salaires demeure, mais cela oblige tout de même les entreprises à ralentir leurs investissements, leurs productions et l'emploi. Pour les* monétaristes, *cette décompression de l'activité et de l'emploi est saine, la* stagflation *actuelle doit provoquer dans un deuxième temps un fléchissement de la demande sous la contrainte du chômage. Ils espèrent alors que les prix suivront. C'est le schéma classique de ce que l'on a toujours appelé une politique de déflation.*

La lutte anti-inflationniste s'articule ici autour de l'évolution de la masse monétaire en baisse et du chômage en hausse. Les monétaristes *modernes espèrent contrebalancer les inconvénients sociaux du chômage par des avantages sociaux et notamment des garanties plus ou moins réelles de revenus. C'est de toute évidence dans ce type de politique que la France est engagée actuellement.*

Les marxistes : gonflement des profils et gaspillages d'investissements

Les marxiste fondent leur analyse à partire d'une base fort différente. Inflation et « stagflation » ne sont pour eux que le résultat des contradictions internes de fonctionnement du capitalisme.

L'analyse

L'origine de l'inflation serait à rechercher dans la politique de surinvestissement et de rotation accélérée du capital pratiquée par les grandes entreprises capitalistes. La course au profit nécessitée par ces investissements engendre des tensions sur les prix, les causes externes comme la hausse du pétrole ou des matières premières accentuent la tendance mais ne l'ont pas créée, elle existait avant, car elle est liée au fonctionnement interne des économies capitalistes.

Le remède

Ce n'est donc ni au niveau de la politique des revenus et d'une planification indicative préconisée par les keynésiens, *ni au niveau des restrictions de monnaies chères aux* monétaristes, *qu'il faut agir mais il convient :* « de s'attaquer sans équivoque au gonflement des profits et aux gaspillages d'investissements des monopoles privés ».

Le Parti communiste français quant à lui refuse la « stagflation » et la politique d'austérité qui l'engendre. Il propose quatre types de mesure : un blocage temporaire des prix, une politique budgétaire et financière plus sélective et plus diversifiée, une politique d'amélioration du pouvoir d'achat des salariés maintenu pour soutenir le marché intérieur et une politique industrielle à moyen terme orientée davantage sur la machine-outil et l'équipement industriel que sur l'automobile.

Nombreux sont ceux qui, dans le Parti communiste, sont convaincus qu'une telle politique ne peut se réaliser dans le cadre du système politique et économique actuel et que le pouvoir doit être préalablement retiré à ceux qui l'exercent aujourd'hui politiquement et économiquement, d'où l'importance attribuée aux nationalisations des secteurs clés de l'économie dans la lutte.

Evolution des prix, de la production industrielle et de l'emploi dans quelques pays industrialisés

Pays	1971/1970	1972/1971	1973/1972	1974/1973
JAPON				
Prix	+ 6,4 %	+ 3,9 %	+ 11,3 %	+ 25 %
Production industrielle	+ 3 %	+ 6,8 %	+ 18,2 %	— 2,3 % [1]
Emploi	+ 0,9 %	— 0,3 %	+ 3,7 %	— 1,5 % [1]
Durée du travail	— 1,6 %	— 0,7 %	— 0,7 %	— 5,3 % [1]
ITALIE				
Prix	+ 5 %	+ 6,9 %	+ 11,4 %	+ 19,3 %
Production industrielle	0 %	+ 4 %	+ 9,6 %	+ 6,8 % [1]
Emploi	+ 2 %	— 0,8 %	+ 1,7 %	+ 6,1 % [2]
Durée du travail	+ 0,9 %	+ 0,6 %	—	[3]
GRANDE-BRETAGNE				
Prix	+ 9,4 %	+ 8 %	+ 9,8 %	+ 17,1 %
Production industrielle	0 %	+ 2 %	+ 7,8 %	— 0,1 % [1]
Emploi	— 1,4 %	— 0,7 %	+ 1,9 %	— 2,1 %
Durée du travail	— 2,9 %	+ 1,1 %	+ 1,3 %	[3]
FRANCE				
Prix	+ 5,9 %	+ 6,6 %	+ 8,1 %	+ 14,4 % [4]
Production industrielle	+ 4 %	+ 7,7 %	+ 7,1 %	— 0,7 %
Emploi	—	—	—	[6]
Durée du travail	— 0,4 %	— 1,1 %	— 0,9 %	— 1,4 % [1]
SUISSE				
Prix : — de gros [7]	+ 2,2 %	+ 3,6 %	+ 10,7 %	+ 13,1 % [8]
— de détail [7]	+ 6,6 %	+ 6,7 %	+ 8,7 %	+ 9 % [8]
Production industrielle	+ 2 %	+ 2 %	+ 5,4 %	+ 4,9 % [9]
Emploi	— 1,4 %	— 2,5 %	— 1,5 %	— 0,3 % [9]
Durée du travail	— 0,2 %	— 0,4 %	— 0,2 %	— 0,3 % [9]

Pays	1971/1970	1972/1971	1973/1972	1974/1973
USA				
Prix	+ 3,6 %	+ 3,7 %	+ 7,8 %	+ 11,8 % [4]
Production industrielle	0 %	+ 8 %	+ 9,2 %	— 0,8 % [5]
Emploi	— 4,4 %	+ 2,1 %	+ 4,6 %	0 %
Durée du travail	+ 0,2 %	+ 1,7 %	+ 0,2 %	— 1,7 %
ALLEMAGNE				
Prix	+ 5,8 %	+ 6,3 %	+ 6,6 %	+ 6,9 % [4]
Production industrielle	+ 2 %	+ 3,9 %	+ 6,6 %	+ 3,3 %
Emploi	— 0,8 %	— 0,9 %	0 %	—
Durée du travail	— 1,8 %	— 0,7 %	+ 0,2 %	[3]

[1] De juin à juin ; [2] D'avril à avril ; [3] Ce renseignement fait défaut dans les statistiques des sources citées ; [4] De juillet à juillet ; [5] De septembre à septembre ; [6] En France, de juin 1973 à juin 1974, les demandes d'emploi non satisfaites ont augmenté de + 13 % et les offres d'emploi non satisfaites ont baissé de 7,3 % ; [7] Moyenne annuelle ; [8] De novembre 1973 à novembre 1974 ; [9] De juin 1973 à juin 1974.

Pour tous les pays, la production industrielle, l'emploi et la durée du travail ont comme source le bulletin mensuel de statistiques des Nations Unies, novembre 1974.
Les pays sont classés en fonction de leur taux d'inflation 1974.

Révision partielle de la loi fiscale bernoise

Au début de 1975, la loi fiscale bernoise partiellement révisée entrera en vigueur. Elle déplace certains accents importants sur le plan de la politique sociale. Un certain allégement fiscal, grâce à des déductions augmentées, attend les classes de revenu inférieures. Les revenus supérieurs seront imposés plus fortement. Cependant, pour la grande majorité des contribuables — sous l'angle statique — il n'y aura pas grand changement.

Les points essentiels de la révision concernent

— les frais d'obtention de revenu des personnes exerçant une activité lucrative dépendante, les déductions sociales, l'imposition des couples, et les tarifs pour l'imposition du revenu et de la fortune.

Impôt sur le revenu	*jusqu'ici*	*nouveau*
☐ déduction, à titre de frais d'obtention du revenu, sur le revenu brut dûment établi pour les personnes exerçant une activité lucrative dépendante :		
– mariés, contribuables en ménage avec leurs propres enfants . .	15 % min. Fr. 700.— max. Fr. 1200.—	20 % max. Fr. 3000.— ou frais effectifs d'obtention prouvés